ADDITIONS ET CORRECTIONS

PROVENANT DE RÉPONSES REÇUES ET DE DOCUMENTS COMMUNIQUÉS DEPUIS L'IMPRESSION

ABBAL (Pierre-Basile-Joseph), mort le 19 novembre 1890.

ABOVILLE (Alphonse-Gabriel, comte d'), né à Paris le 28 juin 1818.

ACHARD (Antoine-Philippe-Adrien), mort à Castelnau de Médoc (Gironde) le 26 juillet 1890.

ADAM (Antoine-Edmond), mort à Paris le 13 juin 1877.

ADAM-DESCHAMPS (Jean-Louis-Urbain), né à Bourgueil (Indre-et-Loire).

ADET (Pierre-Auguste) fut nommé préfet de la Nièvre le 30 mai 1808 et révoqué, en août suivant, pour irrégularités commises dans les opérations de la conscription.

ADMIRAULT, *lisez* **ADMIRAULD.**

AGIER (Charles-Guy-François), mort à Niort le 30 mai 1828.

AGIER (François-Marie), mort à Paris le 16 mai 1818.

AGOULT (Jean-Antoine, comte d'), appartient à la branche des seigneurs de Vouppe, descendant de Rostaing, seigneur d'Apt et d'Agoult, petit-fils d'Humbert, premier du nom, vivant en 993, et non à la branche des Vincent d'Agoult qui obtint par substitution, en 1489 et 1491, le nom et les armes d'Agoult avec une brisure, substitution qui fut confirmée en partie par la transaction du 20 mai 1511 (*Voyez* Chérin, preuves du 28 mars 1781, et les dernières éditions de la notice des *Pairs de France* par Courcelles, note des pages 35 et 36 et page 71 de l'article d'Agoult). Le 22 juin 1789, le comte d'Agoult et son beau-frère, le comte de Blacons, proposèrent la réunion de la noblesse au tiers-état, et se joignirent à cet ordre.

AGOULT (Antoine-Jean, vicomte d'), cousin-germain et non frère du précédent.

ALBESPY (Jean), né à Bordeaux le 22 août 1745.

ALEXANDRE (Charles-Emile), mort le 9 janvier 1890.

ALLAFORT (Jean), né le 11 mars 1741. Atteint par la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides, il obtint plusieurs sursis temporaires. Il venait à peine d'en obtenir un définitif lorsqu'il mourut, au moment où il se préparait à passer en Allemagne. (*Arch. Nat.* F 7, 3797 et 6709.)

ALLARD (Pierre), *lisez* **ALARD**, né à Montesquiou-Volvestre (Haute-Garonne) le 18 octobre 1715, mort à Montesquiou-Volvestre le 16 juillet 1826.

ALLASSEUR, *lisez* **ALLASSŒUR**, né en mars 1731.

ALLEMAN (Augustin), mort à Draguignan (Var) le 28 mai 1872.

AMAGAT (Louis-Amant), mort à Saint-Flour le 4 juillet 1890, d'une affection cérébrale.

AMAT (Claude-Simon), né le 18 mars 1761.

AMAT (Henri), mort à Marseille le 30 mai 1891.

AMBERT (J. M. J. J. A. J.), mort à Paris le 31 mars 1890.

AMBLY (marquis d'), né à Ambly (Ardennes) le 12 décembre 1720, mort à Hambourg (Allemagne) le 12 juillet 1798.

ANDLAU (Frédéric-Antoine-Marc, comte d'), né à Hombourg (Allemagne).

ANDLAU (Benoit-Antoine-Frédéric, comte d'), né à Hombourg.

ANDRÉ (Laurent-Yves-Antoine), mort à Remiremont (Vosges), notaire au Thillot (Vosges).

ANDREI était prêtre et librettiste, et non pas compositeur ; il mourut vicaire à Moïta. Il a publié quelques brochures.

ANDRÉOSSI, *lisez* **ANDRÉOSSY.**

ANDRIEU (César-Pierre), né le 31 mars 1735.

ANGOT (Louis-Hector-Amédée), mort en juin 1821.

ANTONELLE (marquis d'), né le 17 juin 1747.

APCHIER (marquis d'), mort à Barcelone (Espagne) le 2 novembre 1798.

ARGENCE (J. B. D. P.), mort à Troyes le 29 octobre 1889.

ARMAND (Joseph-Marie-Rose), mort à Rumilly (Haute-Savoie) le 28 août 1821.

ARNAULT (Ferdinand-Louis-Barthélemy). Dans cette notice, M. Trubert est porté à tort comme républicain. *Voir* son nom.

ARNEAUDEAU, *lisez* **ARNAUDEAU**, mort au château de la Brunetière, commune de Sèvres (Vienne), le 3 mai 1891.

ARRIGHI (Jean), né en 1770.

ARSAC (d') comte de Ternay, *lisez* Gabriel au lieu de René-Henri-Louis-Jérome, mort à Londres le 21 juillet 1796.

ARTAULD DE BLANVAL, né à Ambert (Puy-de-Dôme) en 1742, mort à Ambert le 17 juin 1810.

ASSELIN (Eustache-Benoît), né le 11 novembre 1735, était avocat à Amiens.

ASSELIN (Jean-Augustin), chevalier de la Légion d'honneur du 29 mai 1811.

ASSIER DE VALLENCHES, mort à Saint-Victor-sur-Loire (Loire) le 10 mars 1837.

ATHALIN, *lisez* **ATTHALIN**.

AUBE, mort à Toulon le 31 décembre 1890, était beau-frère du général Faidherbe et non de l'amiral Jauréguiberry.

AUBERJON (Jean-Antoine-Paul-Serge, marquis d'), passa de la préfecture des Pyrénées-Orientales à la préfecture de la Charente le 3 mars 1828, fut destitué le 12 novembre suivant, puis admis à faire valoir ses droits à la retraite, et demanda en vain à être replacé, notamment le 6 avril 1839.

AUDIFFRET-PASQUIER (duc d'), a été élu membre de l'Académie française le 26 décembre 1878, au fauteuil de Mgr Dupanloup.

AUDOUIN, né à Paris le 24 décembre 1764, mort en 1810.

AUDOY, mort à Lavaur le 16 mars 1840.

AUDREN DE KERDREL (Paul-Vincent-Eugène), mort au château de Brossait-Saint-Gravé (Morbihan) le 25 janvier 1889.

AUDRY DE PUYRAVAULT, *lisez* **DE PUYRAVEAU**.

AUGER, mort à Beauvais le 22 juin 1836.

AUGUIS (Pierre-Jean-Baptiste), né à Melle le 29 octobre 1747.

AURILLAC (baron d'), *lisez* Couros au lieu de Couros.

AUVRY, né à Dreux (Eure-et-Loir) le 24 janvier 1717.

AUVYNET (Charles-Joseph), prit d'abord parti pour les Vendéens en 1793; il était secrétaire de Charette au moment des conférences de la Jaunaye. Il se rallia ensuite à la République, devint membre de l'administration municipale de Legé (Loire-Inférieure), et chercha à désarmer les campagnes au profit du gouvernement républicain. Au 18 brumaire, il fut nommé juge (1801), puis président (1802) du tribunal de Montaigu, et président du tribunal du département de la Vendée (1806-1814). Il mourut en 1825, président honoraire.

AUVYNET (Augustin-Moyse), fils du précédent, fut nommé juge suppléant au tribunal de Napoléon-Vendée en 1811, et devint président de ce tribunal de 1811 à 1830. Chevalier de la Légion d'honneur (1824).

AYGUEVIVES (comte d'), porté à tort comme mort; c'est son frère qui est mort le 12 juin 1887.

AYMAR, *lisez* **AYMART**.

AYMÉ DE LA CHEVRELIÈRE. Réélu, le 20 février 1876, il vit son élection invalidée, et, au nouveau scrutin du 21 mai suivant, fut battu avec 9,406 voix par M. Giraud, qui en obtint 10,418.

BACCIOCHI, *lisez* **BACIOCCHI**.

BACON, né en 1736.

BAERT-DUHOLANT, né le 19 décembre 1751.

BAIGNOUX, né le 1er mai 1752.

BAILLY (Charles-Maximin), né à Crécy-au-Mont (Aisne).

BAILLY (François), mort le 11 mai 1820.

BALISSON né le 19 mai 1779, mort à Mortain (Manche) le 22 avril 1851.

BALLARD (Philibert), mort à Bourges (Cher) le 11 juillet 1814.

BALLART (David-Pierre), mort à Fontenay-le-Comte le 18 juin 1798, dans la gêne.

BALMAIN, mort à Chambéry le 23 avril 1828.

BANDY DE LACHAUD, *lisez* Louis au lieu de Léonard.

BARA, né à Charleville le 21 septembre 1761, mort à Vouziers le 21 décembre 1824.

BARBAROUX (Charles-Ogé), mort à Vaux (Seine-et-Oise).

BARBARY DE LANGLADE, mort le 1er septembre 1836.

BARBE, mort à Paris le 29 juillet 1890.

BARBET, mort au château de Valmont.

BARBEYRAC (marquis de), né à Montpellier le 23 août 1725.

BARBIER (Gaspard-Augustin), mort à Nantes (Loire-Inférieure) le 27 septembre 1833.

BARDY (Nicolas-François), né à Vezéroux (Haute-Saône) en 1742.

BARET, mort à Maubeuge.

BARGY fut élu député de la Côte-d'Or, le 10 février 1889.

BARMOND (Charles-François Perrotin de), né à Paris le 23 février 1759, mort en émigration, à Presbourg (Hongrie), le 21 décembre 1795.

BAROUILLE, a été condamné (fin octobre 1830) aux travaux forcés à perpétuité, par contumace, par la cour d'assises de la Mayenne, pour faux et détournements dans la gestion de son étude de notaire.

BARRÉ (René-François-Jacques), né à Thorigné (Sarthe) le 7 septembre 1759, mort à Dollon (Sarthe) le 9 décembre 1811.

BARREAU, né à Brezolles (Eure-et-Loir) en 1719, mort à Chartres (Eure-et-Loir) le 17 juin 1805.

BARRETY, *lisez* **BARETY**.

BARRILLON (Jean-Joseph-François-Alexandre), né le 1er août 1762.

BARROT (Jean-André), fut décoré par Louis XVIII en 1814. Après sa démission de ses fonctions de juge, son fils, Odilon Barrot, adressa au préfet de police un mémoire justificatif en faveur de son père (1816), qui obtint une pension de retraite de 2,400 fr. par ordonnance royale du 26 août 1818. (*Arch. nat.* F 7. 6709 et 6710.)

BARTHÉLEMY (Jean-André), donna, en février 1815, une preuve de dévouement au gouvernement royal, en poursuivant, dans une forêt, à la tête d'une troupe de paysans, des voleurs qui s'étaient emparés de la caisse d'un receveur particulier, « crime d'autant plus grand, disait-il, que le roi a besoin d'argent pour satisfaire aux dépenses publiques. » Atteint par la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides, il alla en Suisse, puis en Autriche, et rentra en France, en novembre 1816, sans être inquiété. (*Arch. nat.* F 7. 6710.)

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE (Jules), est porté sur son acte de naissance, fils naturel de Jeanne-Madeleine Barthélemy-Saint-Hilaire, âgée de 31 ans, né à Versailles.

BARVILLE, né à Villeconin (Seine-et-Oise), mort à Villeconin le 5 novembre 1836.

BARY, mort à Paris le 26 février 1865.

BASTERRÈCHE (Jean-Pierre), mort au château de Biaudos.

BASTERRÈCHE (Joseph-Armand-Eugène), mort au château de Biaudos.

BASTOULH, mort le 28 novembre 1838.

BATAULT, né à Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or) en 1722, mort à Arnay-le-Duc (Côte-d'Or) le 11 avril 1793.

BATTELIER, *lisez* **BATTELLIER**.

BAUDOT (Marc-Antoine), né à Liernolles (Allier) le 18 mars 1755, fut commissaire spécial de police à Morlaix pendant les Cent-Jours; il jouissait alors de 20,000 francs de revenus dont une partie en biens d'émigrés. (*Arch. nat.*, F 7. 6709.)

BAUDRAND avait été fait comte par Louis-Philippe et grand croix de la Légion d'honneur; son portrait, par Ary Scheffer, est au musée de Versailles.

BAUFREMONT, *lisez* **BAUFFREMONT**.

BAVOUX (Antoine-Joseph-Evariste), mort le 14 décembre 1830.

BAZIRE, *lisez* **BASIRE**.

BAZOCHE (Claude Hubert), mort à Saint-Mihiel le 6 février 1812.

BEAUFRANCHET D'AYAT. Dans le numéro du 15 septembre 1890 de la *Revue bleue*, M. Chassin a publié, sous le titre : *Un bâtard de Louis XV, général républicain en Vendée*, un article dans lequel il fait naître Beaufranchet d'Ayat le 21 mai 1751, et le déclare fils de Louis XV et de Mlle Morphy. Or, l'enfant qui naquit de Mlle Morphy, en 1751, alors qu'elle était la maîtresse du roi, était une fille, Agathe-Louise de Saint-André, qui mourut à 20 ans, en septembre 1771, quelques mois après avoir épousé le marquis de la Tour du Pin de la Charce. M. Welwert a parfaitement établi (n° du 1er novembre 1890 des *Archives historiques*) que Beaufranchet d'Ayat est né le 22 novembre 1757, au château d'Ayat, du légitime mariage de Mlle Morphy délaissée par le roi, et de Jacques Beaufranchet d'Ayat, célébré en novembre 1755. De ce premier mariage elle eut d'abord une fille, née à Ayat le 30 octobre 1756, puis Louis-Charles-Antoine, qui fut général républicain en Vendée et député sous le premier empire.

BEAUHARNAIS (Claude, comte de). Le marquis François de Beauharnais et le comte Claude de Beauharnais eut été confondus dans cette notice, qui doit être dédoublée et rectifiée comme suit :

BEAUHARNAIS (François, marquis de), député en 1789, né à la Rochelle le 10 août 1756, mort à Paris le 3 mars 1846, fils de François, marquis de la Ferté-Beauharnais, et de Marie-Anne-Henriette Pyvart de Chastullé, appartenait à une famille distinguée dans la marine royale; la terre de la Ferté-Beauharnais (Loir-et-Cher) avait été érigée en marquisat en faveur de son père en 1761. Le 16 mai 1789, il fut élu premier député suppléant de la noblesse de la ville de Paris aux États Généraux, et fut appelé à siéger en novembre suivant, en remplacement de M. de Lally-Tolendal démissionnaire. Très dévoué au roi, il prit place à droite, ne joua qu'un rôle effacé, combattit la motion de son frère Alexandre tendant à retirer au roi le commandement des armées, protesta, les 12 et 15 septembre 1791, contre les actes de l'Assemblée constituante, et publia, à la fin de la session, un *Compte-rendu à ses commettants*. A la fin de 1792, il tenta de délivrer la famille royale enfermée au Temple; mais, l'entreprise ayant échoué, il émigra, devint major général dans l'armée de Condé, et, lors de la mise en accusation de Louis XVI, écrivit au président de la Convention une lettre dans

laquelle, tout en démontrant l'illégalité de la procédure instituée, il demandait à être l'un des défenseurs du roi, ce qui lui fut refusé. Au 18 brumaire, par l'entremise de sa belle-sœur, Joséphine, il adressa au premier Consul une lettre dans laquelle il l'engageait, « au nom de la seule gloire qui lui restât à acquérir, à rendre le sceptre aux Bourbons. » L'avis fut peu goûté, et le marquis de Beauharnais ne rentra en France qu'en 1802, à l'occasion du mariage de sa fille, Émilie-Louise, avec le comte de Lavalette (*Voy. ce nom*). Le marquis se rallia à l'empire, fut nommé, en 1805, ambassadeur en Étrurie, puis en Espagne. Mais là, il subit une disgrâce, pour avoir pris les intérêts du prince des Asturies contre le ministre Godoy, contrairement aux vues de Napoléon, qui le rappela et l'exila dans ses terres en Sologne. Le marquis de Beauharnais y demeura jusqu'en 1814; il revint alors à Paris, n'obtint aucune faveur de la Restauration, et mourut à 91 ans, aveugle et oublié. La plupart des biographes, Ludovic Lalanne, Hœfer et autres le font mourir à tort en 1823; il mourut à Paris, en 1816, dans le 1er arrondissement (alors mairie de la rue d'Anjou), et fut inhumé au Père-Lachaise. Sa tombe, des plus modestes, est située dans la 16e division, section R, no 296 du cadastre.

BEAUHARNAIS (Claude, comte de), membre du Sénat conservateur et pair de France, né à la Rochelle (Charente-Inférieure) le 29 septembre 1756, mort à Paris le 10 janvier 1819, cousin germain du précédent, était fils de Claude de Beauharnais, comte des Roches-Baritaud, et de Marie-Anne Françoise Mouchard, qui se sépara de son mari en 1762, et acquit une certaine réputation littéraire sous le nom de comtesse Fanny de Beauharnais. Officier des gardes françaises sous l'ancien régime, le comte Claude épousa la fille du comte de Lezay-Marnésia (*Voy. ce nom*), et se remaria plus tard avec Mlle Fortain, fille d'un armateur de Nantes. Ralié à Bonaparte, il fut nommé, le 5 pluviôse an XII, président du collège électoral de la Vendée, et entra au Sénat conservateur le 1er floréal suivant. Membre de la Légion d'honneur le 25 prairial an XII, il fut pourvu, le 16 mars 1806, de la sénatorerie d'Amiens, et fut créé comte de l'empire le 6 juin 1808. Membre du conseil d'administration du Sénat et chevalier d'honneur de l'Impératrice Marie-Louise en 1810, grand-croix de l'ordre de la Fidélité de Bade (24 février), à l'occasion du mariage de sa fille, Stéphanie-Louise-Adrienne, avec le grand-duc de Bade, grand officier de la Légion d'honneur (30 juin 1811), il adhéra à la déchéance de l'empereur en avril 1814, et fut nommé pair de France par Louis XVIII, le 4 juin 1814. A l'écart pendant les Cent-Jours, il reprit sa place à la Chambre haute à la seconde Restauration, et vota pour la mort dans le procès du maréchal Ney.

BEAUHARNAIS (Alexandre-François-Marie, vicomte de), cousin germain du précédent, et frère du marquis François (*Voy. plus haut.*)

BEAULIEU (Jules-Emile-François Hervé de), né à la Guerche (Ille-et-Vilaine) le 16 septembre 1752, mort à Redon (Ille-et-Vilaine) le 24 septembre 1807.

BEAUMONT (Félix-Bellator, comte de), mort à Paris le 3 février 1866.

BEAUPOIL DE SAINT-AULAIRE (Marcial-Louis), mort à Fribourg le 17 janvier 1798.

BEAUPUY (Nicolas-Michel-Pierre, etc., de), né le 5 avril 1751.

BEAUSÉJOUR (de), député de 1819 à 1821.

BEAUVAIS DE PRÉAUX, *lisez* **BEAUVAIS DE PRÉAU.**

BECKER (de), né à Saint-Avold (Moselle) en 1713.

BECQUEY, reçut, le premier, de Courtois, en 1816, la confidence de l'existence du testament de Marie-Antoinette, mais laissa cette communication sans réponse.

BEFFROY DE BEAUVOIR. Lors de la promulgation de la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides, le préfet de l'Aisne écrivit au ministre de la police le 23 janvier 1816: « Beffroy a une femme, des enfants, et il manque de pain. Sa misérable fortune consiste en quinze francs de rente; je ne parle pas de ses dettes, suite inévitable de sa détresse. » Le ministre lui accorda un secours de 600 francs pour l'aider à sortir de France (*Arch. nat.* F 7. 6709 et 6710).

BÉHIC, mort à Paris le 2 mars 1891.

BÉJOT, mort à Paris le 19 février 1830.

BEL, mort à Chambéry (Savoie) le 12 janvier 1891.

BELCASTEL (de), mort dans sa propriété de Colomiers, près Toulouse, le 21 janvier 1890.

BELIN (Jean-François), né à Berthenicourt (Aisne) le 28 novembre 1719.

BELLEY, né à Gorée en 1716.

BELLIARD (Jean), mort à Terraube (Gers) le 21 mars 1891, à 91 ans.

BELMONT (Pierre de), né à Brioude (Haute-Loire), le 4 juin 1755, mort à Brioude le 7 septembre 1805.

BENOID, mort à Murat (Cantal) le 22 décembre 1814, président honoraire du tribunal civil et conseiller d'arrondissement.

BENOIST (Antoine), mort à Pont-Saint-Esprit (Gard) le 12 octobre 1890.

BENOIT (Charles-Louis), mort à Verdun (Meuse) le 24 juillet 1889.

BENTABOLLE, *lisez* **BENTABOLE** né à Landau (Bas-Rhin) le 4 juin 1756.

BÉRARDIER DE BATAUT, né à Quimper le 26 mars 1735.

BERCKEIM, *lisez* **BERCKHEIM.**

BERGASSE LARIZOULE, né à Saurat (Ariège) le 14 mars 1763, mort à Eubat (Ariège) le 8 avril 1827.

BERNADOTTE, mort le 8 mars 1844.

BERNARD DES SABLONS « cultivait la vigne de ses mains » à l'époque de la Révolution. Illettré, il prétendit plus tard qu'il avait voté la mort du roi sans trop se rendre compte. Atteint par la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides, il se déclara indigent; mais la police constata qu'il était propriétaire d'une maison à Paris. Il se retira d'abord à Perlé (Prusse rhénane) puis à Luxembourg, et rentra en France après les journées de juillet 1830. (*Arch. nat.*, F 7. 6710.)

BERNARD DES ZEUZINES. En 1816, pour éviter l'exil qui frappait les régicides, il contrefit l'insensé, mais dut s'embarquer pour les Etats-Unis avec une pacotille. De Funchal (île de Madère) il adressa au ministre des Affaires étrangères « quelques réflexions qu'il avait jetées sur le papier pendant ses loisirs sur les moyens de bonifier les finances » (9 novembre 1816). Sa fille sollicita en vain son rappel.

BERNARD-DUTREIL (Nicolas-Charles), mort au Grand-Auvernée (Loire-Inférieure) le 18 mars 1833.

BERNIER (Jacques), né le 16 novembre 1775.

BERNIS (Alexandre-François-Aimé-Raymond Pierres, marquis de), mort à Saint-Marcel (Ardèche) le 15 novembre 1845.

BERTHELOT (P.-E. M.) a été élu secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, le 21 février 1889, en remplacement de M. Pasteur.

BERTHEZÈNE (J. E. A.), *lisez* **BERTEZÈNE**, né à Saint-Jean-du-Gard (Gard).

BERTRAND (Antoine), ne fut admis à siéger à la Convention que le 10 avril 1793 en remplacement de Pouvergne démissionnaire. Nommé sous-préfet de Murat en germinal an VIII, il permuta avec Antoine-Dominique Chabanon pour la sous-préfecture de St-Flour, où il fut remplacé en 1815 par M. d'Autecroche.

BERTUCAT. Daunou, chargé par le ministre de la police, en 1816, de former le dossier des régicides atteints par la loi du 12 janvier 1816, constata que les procès-verbaux de la Convention mis au net contenaient quelques graves erreurs. Bertucat, par exemple, y est porté comme ayant voté « pour la mort » dans le procès du roi, tandis que la minute du secrétaire et le *Moniteur* portent « la détention ». (*Arch. Nat.*, F 7. 6707-6715.) Cette rectification signalée par Daunou valut à Bertucat de ne pas être frappé par la loi de 1816.

BESNARD (Pierre-Charles-Emmanuel), né à Rennes (Ille-et-Vilaine) le 31 janvier 1753.

BESSON (Alexandre), atteint par la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides, ne quitta point la France, et resta caché pendant dix ans à Amancey, dans sa famille, à l'insu des autorités. Le curé d'Amancey en fut le premier instruit, lorsqu'il fut requis de l'enterrer. (*Arch. Nat.*, F 7. 6710.)

BESSON (Claude-Louis), mort à Paris le 29 septembre 1815.

BEUGNOT (Jacques-Claude, comte), mort à Bagneux (Aube) et non (Seine), avait été nommé pair de France par Charles X le 27 janvier 1830.

BEZANÇON-PERRIER, mort à Reims le 28 février 1811.

BÉZARD, frappé par la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides, se retira à Malines, laissant à Paris sa femme enfermée comme aliénée à Charenton. Il exerça à Malines la profession d'avocat. (*Arch. Nat.*, F 7. 6707, 6709.)

BIDAULT (Laurent-Mathieu-Gervais), né à Rouge-Perriers (Eure) le 6 novembre 1760.

BIGOT DE PRÉAMENEU (Alexandre-Etienne), mort à Rennes le 1er octobre 1833.

BILLAUDEL (Jean-Baptiste-Basilide), était le bisaïeul et non l'aïeul de M. Taine, de l'Académie française.

BILLION, mort à Arras le 14 mars 1829.

BILLOT (J.-B.). Ses états de service doivent être rétablis comme suit : lieutenant-colonel le 9 août 1869, général de division le 30 mars 1878, grand-croix de la Légion d'honneur le 8 juillet 1889, décoré de la médaille militaire le 8 juillet 1887.

BINACHON, mort à Saint-Etienne (Loire) le 19 décembre 1889.

BISSY, fut nommé juge au tribunal d'appel d'Angers le 9 floréal an VIII, mais il ne se présenta pas lors de l'installation, fut porté absent jusqu'au 23 brumaire an IX, et, considéré alors comme démissionnaire, fut remplacé. Le 19 octobre 1808, il refusa les fonctions de juge-suppléant au tribunal de Mayenne. Retiré à Belgeard (Mayenne) il s'occupa de littérature, fut mis en surveillance à Bourgnouvel (Mayenne) sous la Restauration, et obtint l'autorisation de rentrer à Mayenne où il mourut, à 75 ans. Il s'était d'abord destiné à l'Eglise, avait reçu la tonsure le 29 mars 1777; puis, ayant délaissé la théologie pour le droit, il avait été reçu avocat au parlement le 29 août 1782, et s'était fixé comme avocat à Mayenne le 3 février 1785.

BLACAS D'AULPS (P.-L.-J., duc de), membre libre de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres en 1816.

BLACHÈRE, était petit-fils du conventionnel Garilhe.

BLACONS (marquis de), né à Grenoble (Isère) le 3 octobre 1758.

BLANC (François-Joseph), né en février 1749.

BLANC DE SERVAL (Le), né à Aix (Bouches-du-Rhône) en mars 1744.

BLANDIN (Liphard-Daniel), né à Orléans (Loiret) en 1742.

BLAUX, né le 4 octobre 1729.

BLONDEL (Jacques), né à Reims (Marne) en février 1749, mort à Charleville (Ardennes) le 8 avril 1813.

BODIN (Pierre-Joseph-François), mort à Blois le 4 septembre 1809.

BODIN (Vincent-Jacques), mort à la Bourbolzière, commune de Sainte-Verge (Deux-Sèvres), le 13 janvier 1832.

BODITOUX (de), *lisez* **BOTIDOUX** (de).

BOILLEAU (Jean-Edme), né à Avallon le 26 avril 1738.

BOIS-ROUVRAY (de), mort à Munster (Allemagne) le 19 mars 1809.

BOIS-VIEL, mort à Paris le 8 mai 1875.

BOISSIER, né à Lyon le 20 mars 1756, fut commis de marine, puis receveur-contrôleur de 1777 à 1787, commis principal de la marine à Brest le 1er mai 1787, notable municipal en 1790, et administrateur du département du Finistère en 1791. Elu député suppléant à la Convention, il devint contrôleur de la marine le 1er octobre 1792, et, après avoir siégé à la Convention et au Conseil des Cinq-Cents, fut nommé sous-commissaire de la marine le 28 mars 1796, et commissaire le 3 mai 1798; il remplit ces dernières fonctions jusqu'au 10 juillet 1815, fut destitué par ordonnance royale du 2 novembre 1815, et mourut le 26 juillet 1822.

BOISSON (Joseph), né au Cap-Français en 1765.

BOISSY-D'ANGLAS (François-Antoine), présenta à la Convention, le 3 ventôse an III, au nom des comités de salut public, de sûreté générale et de législation réunis, un curieux rapport sur la séparation des églises et de l'Etat, et fit adopter le décret suivant : « Art. 1er, Conformément à l'article VII de la déclaration des droits de l'homme, et à l'article CXXII de la Constitution, l'exercice d'aucun culte ne peut être troublé. — Art. 2 : La République n'en salarie aucun. — Art. 3 : Elle ne fournit aucun local ni pour l'exercice du culte ni pour le logement des ministres, » etc.

BONAFOUS, mort à Cournlou, près Saint-Pons (Hérault), le 21 septembre 1889.

BONALD (V.-E.-E. vicomte de) est l'aîné des petits-fils du pair de France et non pas son fils aîné.

BONDY (François-Marie-Taillepied, comte de), mort à Paris le 28 novembre 1890.

BONMARCHANT, mort à Salins le 15 août 1850.

BONNE-CHEVANT, mort à Brioude le 18 septembre 1851.

BONNET (Pierre-François-Dominique), né à Limoux (Aude) le 25 mars 1751, mort à Conques (Aude) le 3 décembre 1809, fut envoyé à la Convention par le département de l'Aude et non par celui de l'Aube.

BONNET DE LESCURE est mort à Rochefort (Charente-Inférieure).

BONNET DE MAUTRUY, *lisez* **DE MAUTRY**, d'après sa signature, est né à Saint-Martin de Fresnay (Calvados) le 8 juillet 1713, et mort à Moult (Calvados) le 5 avril 1807, laissant un fils et une fille. De sentiments royalistes, le fils prit le nom de Dramare, qui était le nom de sa mère, la fille se fit religieuse hospitalière « pour pleurer ses malheurs et expier le crime de son père », écrit le préfet du Calvados au ministre, le 19 février 1816 (*Arch. Nat.*, F 7. 6709.)

BONNET DE TREYCHES, *lisez* **BONET**. Une lettre du préfet de la Haute-Loire du 20 janvier 1816 constate qu'il jouit d'une fortune assez considérable, dont une partie en biens nationaux. (*Arch. Nat.*, F 7. 6709.)

BONNEVAL (Germain), mort le 29 novembre 1815.

BORDAS, né à Saint-Yrieix (Haute-Vienne), fut atteint par la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides, et se réfugia en Suisse. En juillet 1829, il se résigna à rentrer en France sans passeport, mais dut bientôt sortir du royaume, sous la menace d'être traduit devant les tribunaux comme réfractaire. L'appui de M. Devernoilh, député de la Dordogne, lui valut l'autorisation définitive de rentrer, en août 1830. (*Arch. Nat.* F 7. 6710.)

BORDERIE (de la) est correspondant de l'Institut (Académie des Inscriptions et Belles-Lettres) depuis 1885, fondateur et président de la Société des Bibliophiles bretons depuis 1874, etc.

BOREL-VERNIÈRES, mort à Brioude (Haute-Vienne) le 12 mars 1827.

BORIE (Jean), se retira dans ses foyers en 1798, fut nommé juge de paix sous l'empire, révoqué à la première Restauration, réintégré aux Cent-Jours, et put éviter l'exil auquel le condamnait la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides, grâce aux excellents certificats qu'il obtint des maires et des curés de son canton. (*Arch. Nat.*, F 7. 6709.)

BORIE (Nicolas-Yves) était sénéchal de Rennes avant la Révolution; il présida plusieurs fois le tiers-état aux Etats de Bretagne, et joua un rôle important dans les luttes du tiers état et de la noblesse de Bretagne en 1788 et 1789.

BORIE-CAMBER, *lisez* **BORIE-CAMBORT**.

BORREL (Hyacinthe), *lisez* **BOREL**.

BOSCARY, né à Lyon en 1746, est mort à l'an le 25 septembre 1832. Son corps fut transporté au Père-Lachaise, à Paris, le 8 novembre suivant, puis exhumé et transporté à Lizy (Seine-et-Marne).

BOSQUILLON DE MARIGNY, né à Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais) le 27 décembre 1742, mort à Clermont (Oise) le 3 avril 1830.

BOSRESDON, *lisez* **BOSREDON**.

BOUCHER (Louis-Joseph), né à Arras (Pas-de-Calais) le 29 décembre 1728.

BOUCHEREAU, atteint par la loi du 12 janvier 1816, se retira à Mons (Belgique);

il n'avait pas de fortune. Des notes de police constatent qu'il s'était conduit « sans emportement » pendant les Cent-Jours. (*Arch. Nat.*, F 7. 6709.)

BOUCHETTE, né à Bergues (Nord) le 25 août 1735, mort à Bergues le 9 septembre 1810.

BOUCHOTTE (Jean-Baptiste-Noël), mort au Ban-Saint Martin (Moselle) le 8 juin 1810.

BOUDIN (Jacques-Antoine), né en 1755.

BOUFFLERS (marquis de), né à Nancy.

BOUILLERIE (Marie-Joseph-Mélite Roullet de la), noyen, et non fils du précédent, n'a point servi le second empire; les états de service qu'on lui attribue sont ceux de son cousin, fils du précédent.

BOUILLEROT, né à Bernay (Eure) le 11 février 1752, mort à Paris le 1er avril 1835, était sans esprit; les deux Lindet le firent, dit-on, nommer à la Convention pour le diriger. Veuf d'une première femme, il épousa la femme de chambre de celle-ci; il était inspecteur des eaux et forêts à Clermont (Oise) depuis quelques années, lorsqu'il fut exilé par la loi de 1816. (*Arch. Nat.*, F 7. 6709.)

BOULARD (Antoine-Marie-Henri), né le 5 septembre 1751.

BOULART (François-Marie-Eucher-Charles), mort le 5 janvier 1891.

BOURDON (François-Louis), né à Rouy-le-Petit (Somme) en mars 1759.

BOURDON DE LA CRONIÈRE, né à Alençon et non à Longué.

BOURET, né le 26 juillet 1752.

BOURGEOIS (Nicolas), né en 1752.

BOURGEOIS (Adolphe-Louis-Marie-François), mort à Paris le 26 novembre 1859.

BOURGOIS, né en 1739 et non en 1741.

BOURSIN, né le 1er janvier 1756.

BOUSQUET (François), ne fut que menacé par la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides. Paralysé depuis 1892, il protesta, tout en se cachant, contre la signature de son nom déposée par un tiers sur les registres de l'Acte additionnel pendant les Cent-Jours. Découvert, il fut traduit devant les tribunaux, parvint à prouver le faux, et fut acquitté le 10 janvier 1818. (*Arch. Nat.*, F 7. 6710.)

BOUSSION. Son fils, capitaine d'infanterie, ayant demandé pour son père, le 24 mai 1825, l'autorisation de rentrer en France, le ministre écrivit en marge de la supplique : « Régicide, rien à faire. » (*Arch. Nat.* F 7. 6710.)

BOUTELIER (Claude-Henri), avait été fait chevalier (1815), puis officier (1869) de la Légion d'honneur.

BOUTELLEAU, mort à Paris le 28 septembre 1838.

BOUTHIER DE ROCHEFORT, mort à Nolay (Saône-et-Loire) le 13 juin 1891.

BOUTRY, *lisez* **BOUTRY DU MANOIR**, né à Condé-sur-Noireau (Calvados) en 1715, mort le 2 mars 1891, petit neveu de Jeanne d'Arc, par sa mère, Mlle de Bourdon du Lys, était avocat au bailliage de Condé-sur-Noireau avant la Révolution.

BOYAVAL, mort à Avesnes (Nord) le 7 septembre 1814.

BOYELLEAU, mort à Chalon-sur-Saône le 3 juillet 1810.

BOYER (Jean-Baptiste), né à Limoges le 13 juin 1739, mort à Limoges le 24 avril 1801.

BOYER (Saturnin-Marc), mort à Foix le 21 avril 1810.

BRABANT, mort à Cambrai le 15 avril 1891.

BRASSART, né à Saint-Pol (Pas-de-Calais) en 1759, mort à Arras (Pas de Calais) le 7 mars 1795.

BRASSAT-SAINT-PARTHEM, mort le 16 août 1799.

BRÉARD, se retira à Mons lors de la promulgation de la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides. Une note du ministère de la police, du 23 janvier 1821, porte : « Le sieur Bréard a laissé à Paris une femme et cinq enfants, savoir quatre garçons et une fille; la demoiselle travaille avec sa mère qui bat du coton et gagne 8 à 10 sols par jour. C'est un des régicides auxquels le ministère a été obligé de fournir les moyens de sortir de France. La triste position de la famille l'a même déterminé à faire payer à Mme Bréard un secours mensuel de cent francs qu'elle continue toujours à recevoir. Indépendamment de ce secours qu'il est vraisemblable qu'elle partage avec son mari, mais qui ne peut suffire aux besoins d'un vieillard infirme, le ministère ajoute une couple de mandats dans l'année, de 2 à 300 francs. » (*Arch. Nat.* F 7., 6709.)

BRELAY, mort à Paris le 15 octobre 1889.

BRIANT (Pierre), né à Plonéuez-du-Faou, fut nommé juge de paix le 4 janvier 1791; il se jeta dans l'Odet, et non dans l'Ode.

BRIAULT était fils d'un tanneur; il mourut des suites de la chaleur excessive éprouvée en se rendant à Niort au devant de Napoléon qui revenait de Bayonne.

BRISSON (Marcou), né le 11 décembre 1739.

BRIVAL, mort à Constance (Suisse) le 8 octobre 1820. Le préfet de la Corrèze écrit, à la date du 20 janvier 1816, que le frère de Brival est « vicaire général et curé de Tulle où il n'a cessé de faire le bien. Quant à l'ancien conventionnel, il est généralement méprisé, ne vit avec aucun des siens, a une conduite privée scandaleuse. M. Brival a sa femme et deux filles mariées; mais tout cela lui est étranger depuis longtemps. » (*Arch. Nat.*, F 7. 6710.)

BROTHIER, petit-fils d'un échevin d'Angoulême, fut nommé ingénieur géographe à

Saint-Domingue, le 21 mai 1783. Colonel du génie dans la colonie en l'an II, ingénieur en chef de l'armée de l'ouest de Saint-Domingue du 17 vendémiaire an III à la fin de l'an IV, général de division, il fut élu député de la colonie au Conseil des Anciens. Le gouvernement consulaire le nomma directeur des droits réunis dans le département de la Méditerranée (5 germinal an XII). Brothier fut admis à la retraite le 11 mars 1825, et mourut au château de Castelnau, près Pazas (Gironde), le 31 janvier 1826. (*Arch. du château de la Jonchère*, Vienne.)

BRUE, fut élu premier député suppléant du Morbihan à la Convention, et admis à siéger le 17 frimaire an II en remplacement de Lehardy, condamné à mort. Il n'était donc pas en mission au moment du jugement de Louis XVI, puisqu'il n'avait pas encore été appelé à siéger.

BRULLEY (Théodore-Claude), né en 1736, mort à Sézanne (Marne) le 16 juillet 1793.

BRUN (Jean), né en 1725, mort en 1796, n'a pas été juge à Angoulême après la Restauration. Le juge avait pour prénom Nicolas.

BRUNET (Joseph-Mathieu), mort à Pierrebuffière (Haute-Vienne) le 6 janvier 1891.

BUON, mort à Paris le 12 février 1890.

BUQUET (Henri-Léopold, baron), mort le 3 juillet 1889.

CABANES (Joseph), mort à Aurillac le 19 juillet 1891, secrétaire du Sénat et président du conseil général du Cantal.

CABAROC, *lisez* **CABARROC**, né à Saint-Michel (Drôme) en 1732.

CADET, mort à Paris le 20 février 1891.

CAILLON, né à Torcy-Sedan (Ardennes) le 4 juillet 1765, mort à Torcy-Sedan le 10 février 1809.

CAILLY, né le 16 juin 1753.

CALÈS (Jean-Marie), habitait depuis plusieurs années, en 1816, la ferme des Bordes, commune de la Selle, près Bonnel, arrondissement de Rambouillet. Ce domaine national, qui provenait du duc d'Uzès, rapportait de 7 à 8,000 francs de revenus. Maire de sa commune sous l'empire, Calès fut destitué à la fin du règne à cause de ses principes « de subversion et d'athéisme »; il exerçait aussi la médecine. (*Arch. Nat.*, F 7. 6707 à 6711.)

CALMON (Marc-Antoine), mort dans son domaine de Soldelpech (Lot) le 12 octobre 1890.

CAMBACÉRÈS (L.-J. Nap.), s'est tué en tombant d'un glacier, en Suisse, le 22 août 1863.

CAMBIASO, doge à Gênes et non pas à Venise.

CAMBOULAS D'ESPAROU, neveu de l'abbé Raynal, reprit son commerce à Saint-Geniez à sa sortie des Cinq-Cents. Banqueroutier en 1813, il vint habiter Montpellier; sans ressources, séparé d'avec sa femme, depuis longtemps en procès avec sa fille, il se retira à Riom (Puy-de-Dôme), et vécut des écritures que lui procurèrent les avoués et les avocats. (*Arch. Nat.*, F 7. 6707, 6709.)

CAMINADE DE CHATENET (Jean-Jacques), mort à Cognac (Charente) le 4 juillet 1820.

CAMINADE DE CHATENET, fils du précédent, mort à Cognac le 1er janvier 1862.

CAMPENON, mort à Neuilly (Seine) le 16 mars 1891.

CAMPMARTIN, né à Saint-Girons (Ariège) le 11 mai 1734, mort à Saint-Girons le 10 septembre 1811.

CAMPMAS Pierre-Jean-Louis, se retira à Milan lors de la promulgation de la loi du 12 janvier 1816, fut rappelé en septembre 1818, et se fixa à Alby. (*Arch. nat.*, F 7. 6707.)

CAPIN, *lisez* **CAPPIN**.

CAREZ, né à Toul le 15 mars 1752.

CARPENTIER (Antoine-François), avait été garde-du-corps avant la Révolution. Riche propriétaire, il fut maire d'Hazebrouck; il habitait Saint-Omer en 1816. Lors de la promulgation de la loi du 12 janvier 1816, il se retira en Belgique, à Ypres, où il mourut en 1818. (*Arch. nat.*, F 7. 6707.)

CARPENTIER (Pierre-Jacques-François), mort à Ypres (Belgique) en 1813.

CARQUET, mort à Moutiers le 23 février 1891.

CARRIER (Jean-Baptiste). *Extrait des actes de baptêmes de la paroisse et église de Yolet (Cantal).*

En mille sept cent cinquante six, et le dix-sept du mois de mars, a été baptisé Jean-Baptiste Carrier né le seize du susdit mois, étant fils légitime de Jean Carrier et de Marguerite Puex, sa femme; parrain Jean-Baptiste Malet, sa marraine Marie Carrier qui n'a su signer; témoins Jean Testel et Jean Angelvi qui n'ont su signer de ce requis. *Signé :* Mallet, Testel. Deconquans, *curé*.

CARUEL DE SAINT-MARTIN, mort à Paris le 27 octobre 1889.

CASTELBAJAC (Marie-Barthélemy, vicomte de), était colonel en 1816. Bien qu'ultra, il se fit l'intermédiaire des filles du conventionnel Courtois, alors en fuite, pour retirer de la maison de celui-ci les gendarmes garnisaires qui l'occupaient. Il avait épousé une demoiselle de Mac-Mahon. (*Arch. nat.* F 7. 6711.)

CASTILLON (Emmanuel-Louis-Jacques-André), mort à Yvetot (Seine-Inférieure) le 4 novembre 1815.

CAVAIGNAC (Jean-Baptiste), né le 23 février 1762, habitait à Paris, 19, rue de Seine, quand il quitta la France avant la promulgation de la loi du 12 janvier 1816, et se réfugia à Bruxelles, place Sainte-Gudule, n° 186. En 1819, sa femme, qui signe « J. Cavaignac de Corancez », et qui demeurait à Paris, n° 10, place Saint-Sulpice, sollicita vainement son rappel. En novembre 1825, Cavaignac revint clandestinement à Paris, où la police chargée de le filer, de l'arrêter et de le conduire au Mont-

Saint-Michel, ne réussit pas à le saisir. (*Arch. nat.* F 7. 6611.)

CERNESSON, mort le 18 juin 1889.

CHABALIER, mort au Puy en 1810.

CHABANNES CURTON-LA-PALICE, n'assista pas au combat de Navarin ; il était alors à Smyrne.

CHABANON (Antoine-Dominique) fut élu député du Cantal à la Convention, le 7e sur 8 ; il fut nommé, le 18 germinal an VIII, sous-préfet de Saint-Flour et non d'Aurillac, remplacé à la 1re Restauration par M. de Cussac, réintégré aux Cent-Jours, et définitivement remplacé au second retour des Bourbons (juillet 1815) par M. Delalot. Candidat du collège d'arrondissement de Murat aux élections législatives du 22 août 1815, il ne fut pas élu et se tint jusqu'à sa mort en dehors des affaires publiques.

CHABRON, mort à Paris le 24 octobre 1889.

CHALAMET fut sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Instruction publique et des cultes du 16 novembre 1881 au 31 janvier 1882, dans le ministère Gambetta.

CHALEY, mort à Ceyzérieu (Ain) le 9 mars 1890.

CHAMPION DE VILLENEUVE, mort au Petit-Bouland, commune de Bois-Morand (Loiret) le 25 avril 1841.

CHAMPVALLIER (de), mort le 1er mars 1899.

CHAPEL D'ESPINASSOUX, mort à Marvejols (Lozère) le 28 avril 1847.

CHAPER (Camille-Eugène), mort à Grenoble (Isère) le 23 décembre 1790.

CHARBONNIER, né en 1751, mort le 6 juin 1808.

CHARLIER (Louis-Joseph), né à Châlons-sur-Marne (Marne) le 25 septembre 1751.

CHARTON (Edouard-Thomas), mort à Versailles le 5 juillet 1890.

CHATEAUNEUF-RANDON. N'ayant pu retrouver la date de sa mort, nous avions adopté celle donnée par les continuateurs du P. Anselme, qui font autorité. Mais le carton 6567 de la série F 7, aux Archives Nationales, contient, sous le n° 2582, un dossier sur Châteauneuf-Randon d'où il ressort qu'enfermé à Sainte-Pélagie, alors prison pour dettes, en février 1812, l'ancien conventionnel en sortit en 1825 par le bénéfice de l'âge. Un rapport de police du 25 mars de cette dernière année constate qu'il s'était retiré à Saint-Gengoux, chez le général Roussin, sous le nom de marquis de Joyeuse. On croit qu'il mourut à Porchères (Gironde) en 1827, à 71 ans.

CHAUDRON-ROUSSAU, mort à Pourbonne-les-Bains le 7 mai 1816 ; il avait été frappé, en 1813, d'une attaque d'apoplexie qui l'avait privé de ses facultés.

CHAUMONT, devint, sous le premier empire, messager d'État au Corps législatif, puis rédacteur du *Journal d'Ille-et-Vilaine*. En 1816, il habitait, depuis plusieurs années, à Bessancourt, près de Montmorency, dans la gêne, abruti par les cabarets.

CHAUVIN-HERSANT, mort le 25 septembre 1836.

CHAVASSIEU (Jean-Baptiste), mort à Montbrison (Loire) le 21 février 1891.

CHAZAL, sous le coup de la loi du 12 janvier 1816, partit pour Genève, passa à Lausanne, et finit par s'établir à Bruxelles, d'où il protesta contre l'application qui lui était faite de la loi contre les régicides, puisqu'il avait voté l'amendement de Mailhe. Il était alors père de neuf enfants ; un de ses fils se suicida en 1829.

CHAZAUD, né le 30 janvier 1718, mort à Confolens (Charente) le 4 novembre 1818. Retiré à Confolens en 1801, perclus de goutte, ayant des ulcères aux jambes et une hernie irréductible, il obtint un sursis indéfini lors de la promulgation de la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides, et mourut d'une attaque d'apoplexie.

CHAZAULD, *lisez* **CHAZEAU**, né à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) le 12 octobre 1718.

CHEDANNEAU, *lisez* **CHEDANEAU**, était secrétaire greffier du point d'honneur avant la Révolution. Nommé en 1795 receveur général de la Charente, il donna sa démission au Consulat, et se retira à la campagne, à Salles, près de Ruffec. Il vota contre le Consulat à vie, fut exilé par la loi du 12 janvier 1816, se réfugia en Autriche, et fut autorisé à rentrer en France le 6 mai 1818.

CHÉNIER (Joseph-Marie-Blaise de), né le 10 janvier 1764.

CHENON DE BEAUMONT, mort à Avessé (Sarthe) le 9 décembre 1791 ; c'est un homonyme qui fut, en l'an IV, juge au tribunal du Mans.

CHIRON DE BROSSAY, *lisez* **CHIRON DU BROSSAY.**

CHOISEUL D'AILLECOURT (Michel-Félix-Victor, comte de), mort en émigration à Ekatherinoslaw (Russie) le 1er janvier 1796.

CHORON, mort à Soissons (Aisne) le 27 avril 1891.

CHOTTARD, mort à Guérande (Loire-Inférieure) le 26 juin 1838, était lieutenant-garde-côtes, et non lieutenant guide-côtes.

CHOUVET, né Coucouron (Ardèche) le 4 septembre 1732, mort à Chomérac (Ardèche) le 23 novembre 1813.

CHRISTINAT, né au Havre (Seine-Inférieure) le 14 mars 1711.

CIGONGNE (de), fut élu député du tiers-état de la sénéchaussée de Saumur, et non de celle de Nantes, aux Etats-Généraux.

CIRIER, mort le 21 octobre 1890.

CLAPIER (Alexandre), mort à Marseille le 28 janvier 1891.

CLARY (Etienne-François), né le 8 août 1757.

CLÉDEL, mort à Gramat (Lot) le 26 septembre 1820. Atteint par la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides, il obtint un sursis provisoire qui devint indéfini le 25 décembre 1818, en raison de son grand âge et de ses infirmités.

CLÉMENT DE RIS (Athanase-Louis-Marie), *4e ligne, lisez :* sortit volontairement.

CLOUÉ, mort à Paris le 25 décembre 1889.

COETLOSQUET (Charles-Yves-César-Cyr, comte du), mort à Paris le 23 janvier 1836.

COFFINHAL. La Restauration le révoqua de ses fonctions de magistrat, et il mourut avocat à Aurillac.

COFFYN-SPYNS, mort à Dunkerque le 7 mai 1869.

COISLIN (marquis et vicomte de), lisez du Cambourst au lieu de Comboust.

COLFAVRU, mort à Paris le 18 mai 1891.

COLLIGNON, remplit, du 15 au 20 février 1871, l'intérim du ministère des Travaux publics.

COLLOMBEL, né le 25 août 1755.

COLOMB DE GASTE, dénoncé le 10 prairial an II au comité de salut public par le comité révolutionnaire de Bourg-Argental (Loire) (il est qualifié du titre de colonel dans la dénonciation), fut arrêté par ordre de Robespierre, transféré à Paris (12 prairial) et ne dut la vie qu'au 9 thermidor.

COLOMBEL DE LA ROUSSELIÈRE, né à Laigle (Orne) le 24 mai 1733, mort à Verneuil (Eure) le 22 avril 1816, était président du grenier à sel de Laigle avant la Révolution. A sa sortie des Cinq-Cents, il se retira à Verneuil.

COMBAREL DE LEYVAL, mort le 21 avril 1869.

COMPAYRÉ (Etienne), mort à l'Isle-d'Albi (Tarn) le 22 novembre 1817.

CORBEL DU SQUIRIO devint, en février 1806, membre de la cour criminelle du Morbihan, jusqu'à la réorganisation de 1811 (mars), puis président du tribunal prévôtal des douanes à Lorient; exilé en 1816, il fut amnistié le 25 novembre 1818.

CORBINAIS, né le 31 mars 1753 aux environs de Dol (Ille-et-Vilaine), entra au séminaire de cette ville, mais, ne se sentant pas de vocation pour l'Eglise, étudia le droit et devint notaire de l'évêque de Dol, Mgr de Hercé. Procureur général syndic du district de Dol de 1791 à 1796, il usa de ses pouvoirs pour favoriser la fuite de nombreux proscrits, et entre autres de l'évêque, fut dénoncé au représentant en mission, Carpentier, en 1793, réussit à le subjuguer par sa franchise, et sauva sa région des exécutions qui ensanglantèrent les pays voisins. Député aux Anciens en l'an VI, il refusa de s'attacher au parti de Bonaparte, et, après le coup d'Etat de brumaire an VIII, revint à Dol où il ouvrit un cabinet d'homme de loi. Les avocats de Saint-Malo eurent souvent recours à son expérience. Il mourut à Dol en 1822. Son petit-fils est actuellement juge de paix à Machecoul (Loire-Inférieure).

CORBON, mort à Paris le 27 février 1891.

CORDIER, devint, après la session conventionnelle, membre du tribunal de première instance de Bruxelles (1796-1811).

CORENFUSTIER, mort à Chambonas (Ardèche) le 28 février 1823.

CORNET, *lisez :* (comte) et non (comte de).

CORROLLER DU MOUSTOIR, avait épousé Marie-Louise Loëdon de Kéromen.

COSSÉ-BRISSAC (Aimé-Maurice-Timoléon de), mort le 23 avril 1890.

COSSERAT, né le 25 octobre 1800.

COUESSUREL DE LA BROUSSE, fut, en 1795, administrateur des Côtes-du-Nord et non du Calvados.

COURBET-POULARD, mort à Abbeville le 11 décembre 1883.

COURTARVEL DE PEZÉ, né à Chartres le 1er avril 1761.

COURTOIS, né à Arcis-sur-Aube, était marchand bonnetier avant la Révolution. La saisie des papiers de Courtois a été racontée, avec document sérieux à l'appui, par M. Welwert (Paris, in-8°, 1891).

CRASSOUS (Joseph-Augustin), *lisez* **CRASSOUS DE MEDEUIL**, né à la Rochelle le 20 juin 1755, fils de Joseph Crassous de Médeuil, conseiller du roi, notaire royal à la Rochelle, et de Marie-Louise-Catherine Denis, fut, de 1749 à 1783, procureur au siège présidial de la Rochelle.

CREMERS (Jacob dit Erro), mort à Groningue (Hollande) le 5 juin 1815.

CREUZÉ-LATOUCHE, mort à Paris le 23 octobre 1890 et non à Vaux (Vienne).

CREVELIER, mort à Aarau (Suisse) en février 1818, était, avant la Révolution, instituteur à Confolens comme son père. Sous-préfet de Confolens aux Cent-Jours, il fut atteint par la loi du 12 janvier 1816, et se réfugia à Aarau où il mourut.

CROIZET, mort à Aurillac (Cantal) le 14 novembre 1831.

CRUBLIER D'OPTERRE, mort à Châteauroux (Indre) le 31 mars 1799.

CULANT (de), réclama, en nivôse an VII, sa radiation de la liste des émigrés, sur laquelle il avait été inscrit dans le département de la

Seine le 13 vendémiaire an III, et fournit trois certificats prouvant qu'il avait résidé à Paris depuis 1790 jusqu'à la fin de septembre 1792, puis à Abbeville du 5 octobre 1792 au 15 vendémiaire an IV ; là il avait été soigné d'un ulcère cancéreux à la paupière gauche. Il était de retour dans la Charente en l'an VII et habitait Saint-Mesme. Il fut rayé le 16 messidor an VII. (*Arch. Nat.*, F 7. 5621.)

CUOCQ, mort à Paris le 25 novembre 1851.

CUVIER, ayant cessé, à la Révolution, ses fonctions de précepteur du fils de M. d'Herley, au château de Fiquainville, commune de Becaux-Cauchois (aujourd'hui supprimée, et qui comptait alors 72 habitants), devint secrétaire greffier de cette commune, du 10 novembre 1790 au 1er ventôse an III. Le registre des délibérations de cette commune (*Arch. de la Seine-Inférieure*) le montre procédant à une battue générale dans les bois et dans les maisons des gens suspects, prononçant un discours patriotique lors de la prise de Toulon, et nommé par le conseil général de la commune un des vérificateurs pour l'emprunt forcé, et agent pour l'exploitation des salpêtres. En l'an III, Garat et Ginguené, membres de la commission de l'instruction publique, ayant adressé aux administrateurs de districts une demande de renseignements sur les hommes qui pourraient maintenir ou élever le niveau des belles-lettres, le district de Montivilliers indiqua Cuvier comme s'étant livré à des recherches sur l'histoire naturelle ; c'est là le point de départ de sa fortune scientifique.

DABRAY, mort le 6 août 1831.

DANET, mort à Vannes (Morbihan) le 19 septembre 1829.

DARROT-ANDRIEUX, mort à Thiers (Puy-de-Dôme) le 30 octobre 1870.

DARTIGOYTE, *lisez* **DARTIGOEYTE**.

DARTONNE, mort à Gien (Loiret) le 26 février 1827.

DARU (Napoléon, comte), mort à Paris le 29 juin 1809.

DAUBERMESNIL, *lisez :* François-Antoine Lemoyne **D'AUBERMESNIL**, né à Fitou (Aude) le 5 septembre 1748.

DAUCHEZ, mort à Arras le 13 mars 1823.

DAUZAT (Basile), mort à Paris le 25 juillet 1839.

D'AVERHOULT, fut nommé en 1792 colonel du 7e dragons. Inscrit en 1793, après sa mort, sur la liste des émigrés, il ne fut rayé que le 6 floréal an X, après de pressantes démarches de sa fille, Soline-Benjamine D'Averhoult.

DAVOUST, né à Etampes (Seine-et-Oise) le 30 août 1727.

DEBRAY n'était plus maire d'Abbeville lorsqu'il se présenta à la députation en 1827 : il avait été maire de 1800 à 1808.

DEFERMON DES CHAPELIÈRES (Joseph), *lisez* Jacques.

DELABROSSE s'appelait en réalité **GUILLET DE LABROSSE**. Il est souvent cité au « Livre Doré » de l'hôtel de ville de Nantes, car il fut juge suppléant au tribunal de commerce en 1806, juge en 1816, et conseiller municipal en 1823. Les Guillet de la Brosse sont des principaux négociants de Nantes depuis près de deux siècles.

DELACOUR (Denis-Alberic), mort à Paris le 2 décembre 1830.

DELAFOSSE (Alexandre-Julien), mort à Bazouges-la-Pérouse (Ille-et-Vilaine) le 23 juillet 1868.

DELAMARE (Jacques-Armand), mort au Havre le 15 mars 1824.

DELAMBRE, mort à Remy (Pas-de-Calais) le 24 juillet 1797.

DELAMORLIÈRE, né à Amiens le 22 décembre 1769, mort à Amiens le 3 décembre 1842.

DELAUNAY (Jacques-François-Marie) mort à Mailly (Somme) vers 1835.

DELAUNAY (Pierre-René-Léonard), mort à Paris le 5 février 1829.

DELCHER, mort à Brioude (Haute-Loire) le 6 février 1812.

DELÉAGE, mort à Moulins (Allier) le 4 décembre 1811.

DELILLE, mort au château de Monfelour (Creuse) le 24 juillet 1890.

DELORT (François), mort à Uzerche (Corrèze) le 5 décembre 1831.

DELORT DE PUYMALIE, mort à Uzerche (Corrèze) le 1er mars 1809.

DELZONS (Antoine), mort le 15 janvier 1816, fut nommé président au tribunal d'Aurillac le 22 août 1807.

DELZONS (Jean-François-Amédée), petit-fils et non fils du précédent, était notaire à Aurillac et non avocat ; il devint, sous le second empire, juge suppléant au tribunal d'Aurillac. Conseiller général du Cantal de 1846 à 1852.

DENAYROUSE (Marie-Louis) s'occupa de littérature dramatique, fit représenter, en 1879, une comédie, *la Belle Paule*, au Gymnase ; il collabore aujourd'hui à la *République française*.

DEPONTHON, mort à Eclaron le 25 août 1849.

DESCAMPS (Bernard), mort à Lectoure (Gers) le 21 avril 1825. Contraint de s'exiler en 1816, il protesta contre l'application qu'on lui faisait de la loi. Vérification faite aux Archives du royaume, où les registres d'adhésion à l'Acte additionnel des Cent-Jours avaient été apportés de tous les coins de la France, on reconnut qu'il n'avait pas signé. Le préfet du Gers avait cependant écrit, le 22 mars 1816 : « La découverte que je viens de faire des scrutins originaux du collège électoral du département, m'a mis à même d'y reconnaître sa signature. » Le gouvernement le considéra comme exilé volon-

taire, et, quand Descamps rentra en France en 1822, il ne fut pas inquiété.

DESGROUAS, à la première Restauration, vivait retiré à Mortagne, avec une pension de retraite de 600 fr. 10 centimes (*sic*), comme ancien conservateur des hypothèques à Péronne sous l'empire, fonctions dont il avait dû se démettre pour cause de cécité. Aux Cent-Jours, il signa l'Acte additionnel, pour ne pas perdre la pension qui était sa seule ressource. Atteint par la loi du 12 janvier 1816, il fournit vainement un certificat médical constatant que son état physique ne lui permettait pas de s'expatrier; n'étant pas parti dans les délais fixés, il fut jeté en prison comme réfractaire; on exigea de lui 10 fr. par jour pour avoir un lit; obligé d'implorer des secours de ses amis, il tomba dans un état comateux, et mourut en prison le 17 avril 1816. (*Arch. nat. F*7. 6711.)

DESMORTIERS, mort dans les environs de Nantes en janvier 1869.

DESNOS, *lisez* **DESNOS DE LA GRÉE**, né à Rennes en 1746, mort à Rennes le 2 décembre 1818, fut fructidorisé en l'an V; il fut nommé conseiller à la cour royale de Rennes en 1816.

DESPANS CUBIÈRES, fils d'un sieur Despans, fut adopté par M. Cubières, par l'acte suivant : « Le 3 vendémiaire an XI, par devant moi, Etienne Ménard, adjoint de la mairie de Versailles, s'est présenté le citoyen Simon-Pierre Cubières, propriétaire, âgé de 54 ans, demeurant à Versailles, rue Homère, n° 15, lequel m'a déclaré adopter pour son enfant et pour jouir des droits qui sont ou seront, en pareil cas, réglés par la loi, la personne d'Amédée Despans, fils de Simon-Amédée Despans et de Michelle-Cécile Delbois, son épouse, né dans la ci-devant paroisse de Saint-Eustache le 4 mars 1736. »

DESPORTES (Nicolas-Félix), mort à Paris le 26 août 1849.

DESSAURET : ne fut candidat à la députation, sous le second empire, qu'aux élections du 24 mai 1869. C'est son cousin, Dessauret d'Auliac, qui s'était présenté aux élections du 29 février 1852.

DESVERNAY, mort à Villefranche le 1er avril 1819.

DETHOMAS, mort à Melun (Seine-et-Marne) le 14 mars 1891.

DEURBROUCQ : fut consul de commerce à Nantes de 1779 à 1780 et colonel des gardes nationales de la ville sous le premier empire.

DEVILLE (Jean-Baptiste-Louis) né à Sainte-Marie-à-Py le 7 septembre 1757, mort au même lieu le 22 août 1834, se retira à Bouillon lors de la promulgation de la loi du 12 janvier 1816, et protesta à plusieurs reprises contre son exil, notamment le 24 avril 1825, dans une lettre apostillée par Boissy-d'Anglas.

DEVINCK-THIERRY, né à Dunkerque (Nord) le 1er mars 1761.

DEYDIER, né le 7 avril 1743, dut s'expatrier lors de la promulgation de la loi du 12 janvier 1816, bien que des certificats de médecin eussent attesté qu'il était atteint « d'une humeur goutteuse erratique qui porte principalement son impression sur le cerveau. De là des pertes instantanées et plus ou moins prolongées de la mémoire et de la raison. »

DEISBACH (de), porté par erreur comme mort, par confusion avec un de ses parents.

DONDEAU, né à Fontaine-Denis (Marne) le 25 mars 1752.

DOUBLAT (Augustin), mort à Brouvelieures (Vosges) le 7 mars 1863.

DOUZON (comte de), né à Troussu (Allier) en 1736, exécuté à Lyon (Rhône) le 1er janvier 1794.

DOZON-HOUREAU, mort à Paris le 22 octobre 1868.

DROUET. Le « pieux vieillard » de 1824 paraît n'être qu'un racontar des journaux de la Restauration. La vérité est que Drouet mourut habitant avec une femme qui n'était pas la sienne et qu'il avait emmenée avec lui de Sainte-Menehould. Il avait été fait chevalier de la Légion d'honneur en 1807.

DRUILLON, né à Blois (Loir-et-Cher) le 23 décembre 1736, mort à Blois le 29 août 1810.

DRULHE, né à Villefranche (Aveyron) le 31 juillet 1751, mort le 26 avril 1813.

DUBOIS (Louis-Toussaint-Julien), mort à Paris le 5 septembre 1806.

DUBOIS (Amable-Julien), *lisez* Lucilien au lieu de Julien, né à Amiens le 18 septembre 1796, mort à Amiens le 6 novembre 1871, fut reçu docteur-médecin le 6 novembre 1821, fut conseiller municipal d'Amiens de 1840 à 1848, et, sous le second empire, fut nommé inspecteur des eaux de Vichy.

DUBUAT, mort à Meaux (Seine-et-Marne) le 17 janvier 1807.

DUBUSQ, né à Louviers (Eure) le 13 mai 1731, mort à Louviers le 30 avril 1812.

DUCLAUX (Paulin), fut juge suppléant au tribunal de district de Mauriac séant à Salers (Cantal) le 16 octobre 1790, juge le 26 mars 1791, réélu le 7 septembre 1792, nommé président par le représentant en mission, Musset, du 23 frimaire an III au 9 frimaire an IV, président du tribunal de Mauriac le 20 prairial an VIII, et mourut dans ces fonctions.

DUCREUX, né à Rougemontier (Eure) en 1749, mort à Saint-Simon (Aisne) le 9 janvier 1819.

DUCROZ, mort à Bonneville (Haute-Savoie) le 21 juin 1891.

DUFESTEL, né à Gapennes (Somme) le 20 décembre 1748.

DUFONT, mort à Versailles le 25 février 1888.

DUFREXAU, *lisez* **DUFREXOU**.

DUMAIRE (Jean-Jacques), mort à Sarreguemines (Moselle) le 28 décembre 1818.

DUMARNAY, mort à Quimper le 23 janvier 1881.

DUMAZ, mort à Chambéry (Savoie) le 9 janvier 1839.

DUMONT (André), mort à Abbeville (Somme) le 21 octobre 1838.

DUPERREAU, mort à Valence (Drôme) le 2 décembre 1827.

DUPERTUIS, né à Wurtzbourg (Allemagne), mort à Châteauroux (Indre) le 7 juillet 1839.

DUPEYRAT, mort à Paris le 30 mars 1832.

DUPLANTIER, mort à Agen le 17 avril 1811.

DUPONT (Jean), né à Paris le 13 février 1737.

DUPRÉ DE BALLAY, mort à Paris le 30 juin 1829.

DUPUIS (Antoine), mort à Amiens le 15 mai 1842, émigra à la Révolution, et reprit sa cure après le Concordat. Archidiacre d'Abbeville en 1828, chanoine d'Amiens en 1832, il mourut doyen du chapitre.

DUPUY (Jean-Baptiste-Claude-Henri), mort à Genève (Suisse) le 15 mai 1824.

DUQUESNOY (Joseph-Norbert), mort à Arras le 30 mai 1843.

DURAND (Eugène-François-Joseph), fut sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts dans le cabinet J. Ferry, du 27 février 1883 au 6 avril 1885.

DURANTHON, né à Mussidan (Dordogne), le 14 septembre 1736.

DUVAL DE FRAVILLE, mort à Condès (Haute-Marne) le 4 février 1871.

DUVIDAL DE MONTFERRIER, *lisez* **DU VIDAL DE MONTFEFRIER** (marquis), conformément à l'orthographe authentique du nom depuis le XIIe siècle, et à l'orthographe traditionnelle dans la famille. Ce tribun fit partie de la délégation extraordinaire du Tribunat envoyée à Berlin en 1806 pour chercher les drapeaux pris sur l'ennemi ; c'est le sujet d'un grand tableau au musée de Versailles.

ENGERRAN, né le 31 mai 1751.

ESPÉRON, *lisez* **ESPÉROU**.

ESQUIRON, *lisez* **ESQUIROU**.

FAILLY (Pierre-Louis de), mort en émigration à Spa (Belgique) le 24 avril 1792.

FAURIE, mort à Tamos (Landes) le 14 mars 1869.

FAUVEL, né à Lille (Nord) le 4 décembre 1754, mort à Lille le 10 décembre 1824.

FAVEROT, *lisez* **FAVEROT DE KERBRECH**, était, avant la Révolution, avocat et contrôleur des actes à Pontivy. Administrateur du Morbihan (juin 1790), vice-président du directoire du département (septembre), il fut destitué et incarcéré en 1793, sur l'ordre du représentant en mission, Prieur (de la Marne). Mis en liberté le 18 brumaire an III par les représentants Leyris et Bouret, il fut nommé administrateur par Brûle, le 18 floréal suivant, et fut commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du Morbihan, du 22 brumaire an IV au 1er messidor an V.

FAYAU, né à Rocheservière (Vendée) le 25 mars 1766, mort à Belle-Roche, commune de Rocheservière, le 25 mars 1799, a été confondu, quant aux états de service comme magistrat sous le premier empire, avec son demi-frère, né d'un premier mariage de son père, Jean-Baptiste Fayau, sieur de la Pampinière maître en chirurgie, avec Marie Grousseau. Le conventionnel Fayau naquit d'un second mariage de Jean-Baptiste Fayau avec Perrine Mitteau. Il était avocat avant la Révolution, ne prit aucune part aux affaires publiques après l'amnistie de brumaire an IV, et mourut moins de quatre ans après.

FEBVRIER D'ARRADON, mort à Vannes le 3 février 1832.

FÉLIGONDE (Pierre-Eustache-Pélissier de), mort au château de Chastellard (Allier) le 30 janvier 1891.

FERRAND-VAILLANT, né à Blois (Loir-et-Cher) le 9 septembre 1752, mort en émigration à Altona, le 27 mars 1799.

FÉRUSSAC (baron de), fut destitué des fonctions de sous-préfet d'Oloron en septembre 1814 pour avoir abandonné son poste lors de l'entrée de l'armée anglo-espagnole. Nommé sous-préfet de Bazas le 27 mars 1815, puis de Compiègne le 10 mai suivant, il fut révoqué le 17 juillet de la même année, au retour de Gand.

FIÉVET-CHAUMONT, né à Givet (Ardennes) en 1746, mort à Lille (Nord) le 15 janvier 1818.

FLACHSLANDEN (Jean-François-Henri), mort en émigration, à Brunswick (Allemagne) le 21 juillet 1797.

FLAHAULT DE LA BILLARDERIE, mort à Paris, au palais de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, le 1er septembre 1870.

FLEURYE, mort juge de paix à Montivilliers (Seine-Inférieure) le 13 septembre 1804.

FOLLEVILLE (Anne-Charles-Gabriel, marquis de), mort le 6 mai 1835.

FONBELLE-LABROUSSE, a été nommé le 5 novembre 1890, percepteur de première classe à Saint-Germain de Joux (Ain).

FORTOUL (Jean-Baptiste-Fortuné), mort à Aix (Bouches-du-Rhône) le 16 janvier 1890.

FOUCHER DE CAREIL, mort à Paris le 10 janvier 1891.

FOURNEL, mort à Bordeaux (Gironde) « chez le sieur de l'Isle-Ferme », le 18 octobre 1813.

FOURNÈS (MARQUIS DE), né au château de Saint-Privat (Ardèche) le 12 novembre 1754, mort au château de Saint-Privat le 4 décembre 1826.

FOURNIER (CHARLES), fut incarcéré en février 1793, s'évada le 12 mai, et devint plus tard professeur de théologie au grand séminaire d'Amiens.

FOURNIER DE LA CHARMIE, mort à Périgueux (Dordogne) le 18 juillet 1802.

FOY (MAXIMILIEN-SÉBASTIEN-AUGUSTE-ARTHUR-LOUIS-FERNAND), avait servi dans la diplomatie avant d'être nommé pair; il fut premier secrétaire de légation en Grèce sous M. Piscatory. M. Emile Ollivier l'avait inscrit sur une liste de sénateurs à nommer en 1870 « pour services rendus comme ancien pair de France ».

FOY (VINCENT-LOUIS-ALPHONSE), était neveu et non frère du général Foy.

FRANCASTEL, mort à Paris le 9 mars 1831.

FRÉCINE (DE), mort le 20 juin 1804.

FRÉMY, né à Saint-Fargeau (Yonne), et non à Toulon, mort à Paris le 17 mars 1891.

FRÉRON (LOUIS-MARIS-STANISLAS), *lisez* (LOUIS-MARIE-STANISLAS), né le 17 août 1754, était fils du critique Fréron, qui épousa en secondes noces une sœur de l'abbé Royou; il n'était donc pas le neveu de ce dernier. Il avait 22 ans à la mort de son père. C'est à tort qu'à l'occasion de sa liaison avec Pauline Bonaparte, nous l'avons cru engagé dans les liens d'un précédent mariage; Fréron n'était pas marié; mais, indépendamment d'autres motifs de rupture, sa maîtresse s'opposa de toutes ses forces à son mariage avec la sœur du premier consul.

FRÉRY, mort à Belfort le 4 juin 1891.

FRIANT, mort non à Gaillon (Seine-et-Oise), mais au château de Gaillonet, commune de Serainecourt (Seine-et-Oise).

FRONTIN, mort à Louviers le 13 janvier 1839.

FRUCHARD, mort à Lorient le 3 mai 1872.

GALLET, mort en 1834, fut vice-président du tribunal du Puy à la fin de sa carrière de magistrat.

GARBÉ, fit les campagnes d'Italie comme capitaine du génie (1er floréal an IV), et fut fait prisonnier par les Autrichiens sous les murs de Mantoue.

GAREAU, mort à Paris en mars 1888.

GARNIER (FRANÇOIS), mort à Marneaux (Yonne) le 8 mai 1870.

GARNIER (ETIENNE-HENRI), mort à Paris le 20 août 1890.

GARRIGAT, mort à Paris le 20 janvier 1891, d'une congestion pulmonaire.

GASSELIN DE FRESNAY, mort au Mans (Sarthe) le 30 janvier 1889.

GASTON, fut nommé en l'an VII receveur général des Basses-Alpes et remplit ces fonctions jusqu'à la première Restauration.

GAUDIN (JOSEPH-MARIE-JACQUES-FRANÇOIS), publia, le 15 ventôse an II, un compte rendu de sa conduite politique, curieux à consulter. (*Arch. Nat.*, AD XVI, 79.)

GAUTHIER DE RUMILLY, mort à Fleury (Somme).

GAUTHIER DES ORCIÈRES, fut vice-président et non président du tribunal de la Seine.

GAUTIER (JOSEPH), mort à Uzerche le 18 septembre 1828.

GAUVILLE (COMTE DE), mort à Châlons-sur-Marne (Marne) le 13 juin 1827.

GEIGER (DE), mort le 13 avril 1891.

GERMANÈS, mort à Hyères (Var) le 16 février 1889.

GIBON (COMTE DE), né le 6 décembre 1786.

GIERA, mort à Livourne (Italie) le 1er mai 1811.

GINOUX-DEFERMON, mort à Paris et non dans la Loire-Inférieure.

GIRARD (JEAN-BAPTISTE, COMTE), né le 21 février 1776.

GIRARD (PIERRE-FRANÇOIS-FÉLIX-JOSEPH), ne fut absent dans le procès du roi, pour cause de maladie, qu'au 4e appel nominal. Le *Moniteur* se trompe en le portant absent au 3e appel; le procès-verbal de la Convention porte qu'il vota « la mort avec demande d'un sursis jusqu'à ce que la Convention ait pris des mesures de sûreté générale, propositions tellement indivisibles que, si on les séparait, son vote serait sans effet. » Girard fut exilé en 1816.

GIROU DE BUZAREINGUES, mort au château de Buzareingues (Aveyron) le 7 juillet 1891.

GIROULT, mort à Charenec-le-Héron le 18 septembre 1794.

GLANDEVÈS (BARON DE), donna sa démission de pair de France le 8 janvier 1832, après l'abolition de l'hérédité de la pairie.

GOBLET (FRANÇOIS-MAGLOIRE-JOSEPH), mort à Tournay (Belgique) le 11 janvier 1819.

GODET DE LA RIBOULLERIE (LOUIS-GABRIEL, BARON), né à Fontenay-le-Comte le 22 avril 1760, mort à Fontenay-le-Comte le 13 avril 1821.

GOIRAND, a remplacé M. Giraud décédé, et non M. Richard.

GONYN, né à Lyon (Rhône) le 13 juillet 1747.

GOUGES-CARTOU, né à Moissac (Tarn-et-Garonne) en 1738.

GOUPILLEAU (DE FONTENAY) n'adhéra point à l'Acte additionnel, mais il accepta, pendant les Cent-Jours, la direction de l'hôpital de Charenton. Exilé en 1816, il se rendit non pas à Bruxelles mais à Liége, ainsi que le porte son passeport.

GOUPILLEAU (DE MONTAIGU), fut envoyé en surveillance à Angers par le gouvernement de la Restauration en 1815, et ne fut pas exilé en 1816.

GOURY DU ROSTAN, *lisez* **GOURY DU ROSLAN.**

GOUZY. Son passeport en 1816 le fait naître à Giroussens (Tarn) en 1761; sous le premier empire, il fut inspecteur des contributions directes à Albi et conseiller général du Tarn. Exilé en vertu de la loi du 12 janvier 1816, il se retira à Constance et fut autorisé à rentrer en France le 13 mai 1818.

GOYRE-LAPLANCHE, né à Nevers (Nièvre) en 1756, mort à Salbris (Loiret) le 3 novembre 1817.

GRENIER (JEAN, BARON), né à Brioude le 16 décembre 1753.

GREYFIÉ DE BELLECOMBE, mort à Chambéry (Savoie) le 1er octobre 1879.

GROUCHY (EMMANUEL, MARQUIS DE), né au château de Villette (Seine-et-Oise).

GRUSON, mort à Lille (Nord) le 19 mai 1811.

GUÉGUEN, notaire à Plonévez-du-Faou de 1875 à 1881, mort à Plonévez-du-Faou le 4 mai 1891.

GUEIDAN (CHARLES-PIERRE-GASPARD), mort à Saint-Symphorien-d'Ozon (Isère) le 1er avril 1831.

GUILLEMARDET, né à Couches et non Conches.

GUINGAN-JOUSIGNAC DE SAINT-MATHIEU, au lieu de **SAINT-MACHIEU.**

GUIOT (FLORENT), exilé en 1816 comme régicide, ne rentra en France qu'en 1830, aveugle et à la charge de sa fille.

GUYARDIN (LOUIS), né à Dommarien et non Dammarien, est mort à Constance le 4 avril 1816.

HAOUISSÉE DE LA VILLEAU-COMTE, *lisez* **HAOUISÉE.**

HARMAND (JEAN-BAPTISTE) n'a pas été préfet de la Mayenne : on l'a confondu sur ce point avec Harmand d'Abancourt. Nommé préfet du Haut-Rhin aussitôt après le coup d'État de brumaire, il eut une vive altercation avec son secrétaire général qui fut destitué; il donna lui-même sa démission quelques mois après. Il refusa successivement, du premier Consul, les postes de consul à Santander puis à Dantzig; mécontent de ne pas obtenir la haute situation à laquelle il croyait avoir droit, il bouda l'Empire et fut mis en surveillance à Souilly en 1813. A son entrée en France, le comte d'Artois confirma la mise en surveillance (1814). Aux Cent-Jours, Harmand signa l'Acte additionnel, et tomba ainsi sous le coup de la loi du 12 janvier 1816 contre les régicides. Il écrivit alors une lettre de supplication à la duchesse d'Angoulême; des mesures allaient être prises pour l'expulser, lorsqu'on le trouva mort dans une rue de Paris, des suites d'une chute qui lui avait fendu l'arcade sourcilière; il était couvert de haillons. Le corps fut porté à la Morgue, où il fut reconnu et réclamé par la famille.

HARMAND (ANNE-ÉTIENNE-LOUIS), mort à Paris le 23 février 1850.

HAUSSMANN (GEORGES-EUGÈNE, BARON), mort à Paris le 11 janvier 1891.

HÉBRARD DE FAU, mort à Aurillac (Cantal) le 1er mars 1802.

HELMSTATT (COMTE D'), né à Nancy (Meurthe) le 28 août 1728, mort à Bichofsheim (duché de Bade) le 10 juillet 1802.

HÉSECQUES (D'), mort à Mailly (Somme) le 19 juin 1888.

HILLION, mort à Guingamp (Côtes-du-Nord) le 23 mars 1891.

HOFFMANN, né à Maria-Zell (Prusse) le 14 juillet 1752.

HOVYN DE TRANCHÈRE. Une ordonnance royale du 12 janvier 1841 a autorisé M. Jules-Auguste Hovyn, né à Bordeaux le 28 avril 1816, à ajouter à son nom patronymique celui de DE TRANCHÈRE.

HUMBLOT, mort au château de la Ferté-sur-Grosne, commune de Saint-Ambreuil (Saône-et-Loire) le 12 mai 1809.

IRLAND DE BAZOGES, né à Poitiers le 8 avril 1750.

JAC, mort à Quissac le 11 mai 1801.

JACOB (DOMINIQUE), mort le 29 mars 1809.

JAMIER, exécuté à Feurs (Loire) le 6 décembre 1793.

JOLY (ETIENNE-LOUIS-HECTOR DE), mort à Paris le 3 avril 1837.

JOUBERT-BONNAIRE (AMBROISE-JULES), mort à Angers le 24 décembre 1890.

JOUFFRET DE BONNEFONS, exécuté à Lyon le 1er janvier 1794.

JOUNAULT (LOUIS), mort à Thouars (Deux-Sèvres) le 19 mai 1815.

JOURDAIN (JACQUES-LOUIS-VENCESLAS),

mort à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) le 12 janvier 1889.

JOURDAN (Pierre-Eugène), mort à Grenoble le 30 mars 1891.

JOUVE, mort à Saint-Bonnet-le-Château (Loire) le 18 mars 1891.

JOYEUX fut arrêté, le 16 ventôse an VI, par ordre de l'administration centrale de la Vienne, sur une dénonciation venue de Châtellerault et signée Guillemot *aîné*. On l'accusait de « conduite anticivique et fanatique », de s'être refusé à tous les serments prescrits; caché pendant plusieurs années, il avait été interné à Poitiers et relâché après la réaction de fructidor (*sic*). « Soit besoin phisique, ajoute le dénonciateur, il s'est soumis à la dernière déclaration exigée et fait ses fonctions dans le temple dit Saint-Jean ». Mais il a refusé d'enterrer plusieurs personnes, et il a « persécuté » la femme du « citoyen Liége-Dirais cy-devant prêtre et curé constitutionnel de la cy-devant paroisse de Saint-Jean-Baptiste, qui avait abdiqué son état, et avait épousé une fille honête de cette commune. » Sur cette dénonciation, l'abbé Joyeux fut de nouveau arrêté et interné à Poitiers, dans la maison d'arrêt dite de la Visitation. L'administration départementale demanda en outre sa déportation au ministre de la police; mais, comme il était alors sexagénaire, le ministre répondit qu'on ne pouvait que le garder en prison. Le 6 prairial an VI, le prisonnier réclama sa liberté, comme « la seule consolation de sa vieillesse infirme et indigente » (il se dit presque octogénaire); le ministre autorisa sa mise en liberté le 18 messidor suivant. (*Arch. Nat.*, F 7.7406.)

KERSAUSON-PENNENDREFF (Louis-Joseph-Marie, comte de), né à Morlaix le 7 août 1850.

KORTE, né à Gerresheim (Prusse).

LABBEY DE LA ROQUE, mort au château de La Roque près Lisieux (Calvados), le 9 juin 1827.

LABITTE (Delphe-Augustin), mort à Beauvais (Oise) le 21 mars 1891.

LACROIX-SAINT-PIERRE, mort à Paris le 3 juin 1891, d'une fièvre muqueuse. Il avait succédé à M. Béhic comme président du conseil d'administration des Messageries maritimes; il était également président du conseil d'administration de la Compagnie d'Orléans, et administrateur de la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée.

LA FAYETTE (François-Edmond du Motier de), mort à Paris le 11 décembre 1890.

LA FERRIÈRE-LÉVESQUE, mort au château de Vallery (Yonne) et non (Somme).

LA GUICHE (Philibert-Bernard, marquis de), mort à Paris le 9 mars 1891.

LAITY, mort à Bagnères-de-Bigorre et non à Paris.

LALANDE (Chrétien), mort à Paris le 21 janvier 1891.

LAMBERT DE SAINTE-CROIX, mort au château de Laroque, près Saint-Emilion (Gironde), et non à Paris.

LANDENBERG-WAGENBOURG, né à Soultzmann (Haut-Rhin) le 8 octobre 1753.

LANGLOIS (Jean-Baptiste-Guillaume), mort à Louviers (Eure) le 17 septembre 1831.

LANNOY (Charles-François, comte de), mort à Lille.

LAPOTAIRE, accepta, bien qu'à regret, sa nomination au Conseil des Anciens; il eût préféré conserver ses fonctions de commissaire à Lorient; il désigna, pour lui succéder dans ce dernier poste, le citoyen Trentinian, « digne de toutte confiance », et qui fut plus tard député au Corps législatif.

LA POYPE DE VERTRIEUX, mort en émigration, à Londres (Angleterre), le 12 mai 1801.

LA REVELLIÈRE-LÉPEAUX, bien que non attelot par la loi du 12 janvier 1816, fut recherché par la police à laquelle son gendre, M. Maillocheau, avait donné l'éveil en demandant un passeport pour son beau-père. La Revellière donna lui-même les renseignements demandés, et déclara qu'il habitait à Paris depuis dix-huit ans, rue de la Vieille-Estrapade, n° 9.

LA ROCHE-AYMON (François-Marie-Paul-Renaud), neveu et non fils du précédent.

LA ROCHEFOUCAULD (Ambroise-Polycarpe de), mort au château de Montmirail (Marne) et non (Sarthe).

LA ROCHE-LAMBERT, *lisez* **LA ROCHELAMBERT**, mort au château de Thévalle (Manche).

LASCOURS (Jérome-Annibal, baron de), fut nommé préfet du Puy-de-Dôme le 3 novembre 1814.

LAURENT DE VILLEDEUIL, né à Bouchain (Nord) en 1742.

LEBASCLE D'ARGENTEUIL (Edme), mort en émigration à Gemersheim (Bavière) le 28 août 1793.

LEBLEU, mort à Dunkerque (Nord) le 10 février 1891.

LEBORLE DE GRANPRÉ, *lisez* **LEBORLHE DE GRANDPRÉ**.

LECLERC (Guillaume-Gabriel) s'embarqua, le 15 septembre 1792, à Bernières-sur-Mer, avec un passeport pour l'Angleterre, à bord du *Saint-Charles*.

LEGRAND (Alexis-Baptiste-Victor), fut lauréat du concours général en 1815 et non en 1806. *Page* 71, 1re colonne, 29e ligne, *lisez* la prospérité du pays, *au lieu de* la prospérité de Paris. Il fut nommé, en 1847, président au conseil d'Etat et non sous secrétaire d'Etat aux Travaux publics.

LE GUAY (Albert-Léon), mort à Angers (Maine-et-Loire) le 25 janvier 1891.

LEMOINE DE BELLEISLE, mort à Paris le 16 juin 1791.

LEMPEREUR DE SAINT-PIERRE, mort à Versailles.

LEREMBOURE (Salvador-Paul) était conseiller général des Basses-Pyrénées et cultivait un bien rural à Saint-Jean-de-Luz, lorsqu'il fut proposé en l'an IX pour la sous-préfecture de Bayonne, à laquelle d'ailleurs il ne fut pas nommé. A cette occasion, le préfet envoya cette note sur ce candidat : « Il a des moyens, de la moralité, et une fort bonne réputation ; il parle basque, ce qui paraît nécessaire dans un pays où ce langage est celui exclusif du peuple. »

LESCURIER DE LAVERGNE fut élu en 1790 juge de paix, destitué en 1793 par les représentants en mission, emprisonné, et mis en liberté après thermidor. Membre du bureau de conciliation de Salers, il devint, en vendémiaire an IV, juge au tribunal civil d'Aurillac. Nommé, le 28 floréal an VIII, juge au tribunal d'appel de Riom, il refusa ces fonctions et vécut dans la retraite.

LE SERGEANT DE MONNECOVE (Félix-Antoine-Henri), neveu et non fils du précédent.

LESTAPIS (Paul-Jules-Sévère de), mort à Pau le 7 janvier 1891.

LEYRIS, né à Alais le 18 mars 1762, mort à Paris le 23 avril 1840.

LEYRIS D'ESPONCHEZ, mort en émigration, à Campolingo (Autriche), le 13 juillet 1801.

LEYVAL (Pierre-Félix-César), né à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) le 6 février 1783, mort à Clermont-Ferrand le 12 juillet 1848.

LISBONNE, mort à Paris le 7 février 1891.

LODIN-LALAIRE, né à Noyal-sous-Bazouges, mort à Rennes le 10 juin 1822.

LORMET (de) donna sa démission de député le 29 novembre 1854, et fut remplacé, le 8 janvier 1855, par M. Benoît-Champy.

LOYNES (François-Célestin de), mort à Saint-Pétersbourg (Russie) le 15 novembre 1815, avec le grade de colonel dans la marine russe. Il fut inhumé au cimetière de Norfolk.

LUDRE DE FROLOIS (comte de), mort en émigration à Munich (Bavière), le 14 juillet 1798.

MACQUEREL DE QUESMY mourut en émigration.

MAILLY-NESLE (de) mort à Amiens (Somme) le 6 décembre 1792.

MALHES (Pierre) fut admis à siéger, dès le début, à la Convention, en remplacement de Joseph Malhes, non acceptant ; il donna lui-même sa démission, et fut remplacé, le 6 octobre 1793, par Mirande.

MARMIER (Alfred-Philippe-Claude, etc.), né à Ray (Haute-Saône) le 7 mai 1895, mort à Ray le 9 août 1873.

MARSANNE (de), né à Montélimar (Drôme) le 12 octobre 1741.

MARTIN (Joseph), mort à Toulouse (Haute-Garonne) le 29 septembre 1815.

MATHIEU DE LA REDORTE (David-Maurice-Joseph, comte), avait épousé non pas Mlle Clary, mais Mlle Lejéans, fille du sénateur de ce nom et de Mlle Clary, belle-sœur de Joseph Bonaparte.

MAZANCOURT (de), mort à Breslau (Prusse) le 21 mars 1809.

MÉAULLE (Jean-François), né le 16 mars 1767.

MILHAUD (Edouard-Jean-Baptiste), né le 18 novembre 1766.

MIRANDE (Nicolas). M. Antoine Mirande, cité dans la notice, est maire d'Antignac (Cantal) et non d'Autignac.

MONTAUT DES ILLES. Une note de police de l'an VI le considère comme l'un des plus audacieux clichyens. Il demanda un congé cette même année, à l'occasion de la mort de sa mère, et revint à Loudun. La police le fit surveiller de près par un nommé Bonnefons qui écrivait à Paris, le 6 brumaire an VI, « qu'en effet sa mère était morte, que Montaut avait de l'esprit, beaucoup d'intelligence, était très circonspect et très silencieux, et semblait avoir l'intention de ne plus retourner à la législature. »

MONTAIGNAC (de), mort à Paris le 9 juin 1891.

MONTBOISSIER-BEAUFORT-CANILLAC (de), mort en émigration à Londres, le 21 mars 1797.

MONTÉGUT DE BARREAU, mort en émigration, à Stavelot (Belgique), le 21 août 1792.

MONTESQUIOU-FÉZENSAC (Henri), mort à Tours (Indre-et-Loire) le 27 juin 1841.

MORGE DE ROUX, mort à Paladru (Isère) le 7 octobre 1801.

MORIN (Etienne-François-Théodore), mort à Paris le 26 février 1891, remplissait, depuis 1883, les fonctions de chargé d'affaires de la République de Saint-Marin, qui l'avait créé baron de Malsabrier. En 1864, il avait fait un voyage en Danemark et soutenu les droits de ce pays sur le Schleswig-Holstein.

NÉRAT, né à Essommes (Aisne) et non Essonnes.

NESLE (marquis de), mort le 10 octobre 1879.

NEY (Michel) fut bien arrêté le 5 août 1815, au château de Bessonis ; mais de nouveaux renseignement qui nous sont parvenus sur cette arrestation annulent en grande partie la part faite au fameux cimeterre du pacha de Damas dans cette affaire. La mère d'un jeune royaliste fougueux du Cantal étant en visite à Bessonis, qui est dans le Lot et non

dans le Cantal, Ney lui fut présenté sous le nom de Descaffres, négociant. De retour chez elle, elle parla de ce Descaffres à son fils, qui, connaissant la parenté du châtelain de Bessonis avec le maréchal, conçut immédiatement des soupçons dont il fit part au préfet du Cantal; celui-ci, bien que le château ne fût pas dans son département, fit immédiatement arrêter le maréchal.

NICOD DE RONCHAUD fut nommé conseiller général du Jura le 22 décembre 1809, président du collège électoral du département en 1815 et en 1816, conseiller de préfecture à Lons-le-Saulnier le 15 février 1816, et décoré en 1821. Il a publié un mémoire sur le cadastre.

NOAILLES (Paul, duc de), ne fut pas nommé ambassadeur de France en Russie en mars 1871; il fut seulement alors question de lui dans les journaux pour ce poste.

NOBLOT (Théophile), mort à Nancy (Meurthe-et-Moselle) le 18 juin 1891.

NOYELLES (baron de), né au château de Noyelles (Nord).

OLLIVIER (Augustin-Charles-Alexandre), quitta la Chambre haute après les journées de juillet 1830, en vertu de l'article 68 de la nouvelle Charte.

PANAT (Dominique-François-Joseph, etc., etc.), mort en émigration, à Londres, le 19 juin 1795.

PAVÉE DE VILLEVIEILLE, mort le 6 novembre 1793.

PÉLISSE, a été nommé, le 25 novembre 1890, conseiller de préfecture de la Seine.

PÉRALDI (Marius-Joseph), mort en émigration à Palerme (Sicile) le 5 septembre 1799.

PÉRIÈS, mort le 30 mars 1797.

PERRIN-LAFARGUES, *lisez* **PERRIN-LASFARGUES**.

PLESSIER, mort à la Ferté (Seine-et-Marne) le 31 août 1886.

POISSAC (Jaucen de), mort en émigration, à Altona, le 21 octobre 1803.

PONS-SAINT-MARTIN, né à Saint-Geniez (Aveyron) le 20 décembre 1750, mort à Saint-Geniez le 14 décembre 1821.

PORTALIS (Ernest), mort en février 1891.

POTTIER (Charles-Albert), fut élu le 23 germinal an VI, député d'Indre-et-Loire au Conseil des Anciens; mais il refusa ce mandat et fut immédiatement remplacé par Riffaut des Hêtres.

POUYER-QUERTIER, mort à Rouen le 2 avril 1891, président du conseil général de l'Eure.

PREIGNE (marquis de), mort au château de Bouffémont (Seine-et-Oise) en juillet 1890.

PRESSENSÉ (de), mort à Paris le 8 avril 1891.

PROJEAN, né le 25 décembre 1752.

RAIGECOURT (Raoul-Paul-Emmanuel, etc.), était conseiller général de la Nièvre avant d'être élevé à la pairie.

RAMBOURGT (vicomte de) se rallia au second empire, mais conserva toujours une réelle indépendance; le gouvernement l'avait combattu aux élections de 1857. Le 13 août 1859, il fut condamné à 20 jours de prison pour « outrages » au préfet de l'Aube; comme il était très populaire, le gouvernement accepta sa candidature en 1863, mais ne le décora pas.

RANDON-DULAULOY, mort à Villeneuve-Saint-Germain, canton de Soissons (Aisne), étant maire de cette commune.

ROCHECHOUART (Aimery-Louis-Roger de), né à Paris.

SAINT-AIGNAN (Jacques-Gilles de), né à la Ferrière-au-Doyen (Orne) le 20 octobre 1747.

SÉGUR-LAMOIGNON (Adolphe-Louis-Edgar, comte de), neveu et non fils du précédent.

SESMAISONS (Donatien, comte de), mort à Paris et non à Nantes.

SOYE, mort des suites d'un accident de voiture le 3 septembre 1882, à Bossus-lès-Rumigny (Ardennes).

SUZANNET (comte de), mort à Paris et non à Brest.

TALLEYRAND-PÉRIGORD (Alexandre-Angélique, duc de), mort le 20 octobre 1821 et non le 20 juin.

TANNEGUY-LEVENEUR. Bien que l'acte de naissance que nous avons sous les yeux porte le trait d'union, on nous assure que Tanneguy est un prénom, et que le nom patronymique est Le Veneur, marquis de Tillières.

THIBOUTOT (de), mort en émigration à Londres, le 13 août 1800.

TILLET (du), retiré à Blunay, écrivit à la Convention le 9 novembre 1792, pour lui soumettre trois idées assez « utilles », dont l'une, ingénieuse, sur la diminution des frais de justice et l'accélération de la procédure. Il signe sa lettre : « Evêque d'Orange, maintenant citoyen du village de Blunay. » (*Arch. Nat.*, AA-62.)

VERDOLIN, *lisez* **VERDOLLIN**.

VEYTARD, né à Gannat (Allier), mort en émigration, à Madrid (Espagne), le 23 mars 1797.

Paris. — Soc. anon. de l'Imp. des Arts et Manufactures et Dubuisson,
13, rue Paul-Lelong. — M. Darnagaud imp.